



EUROPEAN COMMISSION

Directorate General for International Cooperation and Development (DEVCO)
EU Emergency Trust Fund for stability and addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa
Chair of the Operational Committee of the Sahel and Lake Chad Window

CONCLUSIONS OPERATIONAL COMMITTEE - SAHEL & LAKE CHAD WINDOW 19 NOVEMBER 2018

Chair: [REDACTED], Director (acting) EU-AU relations, West and East Africa, European Commission (EC)

14h30 – 18h30 Centre de Conférences Albert Borschette, 36, rue Froissart-1049 Bruxelles, Room 2A.

1. WELCOME AND ADOPTION OF THE AGENDA

The Chair presents the Agenda highlighting the points to be discussed. The Agenda is adopted with no additional comments of the Members.

The Chair presents the organisation changes in DEVCO affecting the structure of the EUTF for Africa windows. As of November 1st, the Sahel and Lake Chad and the Horn of Africa windows are part of the same directorate (DEVCO DIR.D). The Chair expresses its gratitude for the work done by [REDACTED], TF Manager of the Sahel and Lake Chad window until November 15th. [REDACTED], deputy TF of the Sahel and Lake Chad window will now be acting TF Manager.

2. GENERAL PRESENTATION

a) Current state of play of our resources

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]	[REDACTED]
------------	------------

[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

b) Conclusions of the 5th Strategic Board Meeting (21/09/2018)

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

c) Audit and Evaluation

[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

3. PRESENTATION BY THE AFD ON THEIR ACTIONS IN THE FRAMEWORK OF THE EUTF

[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

4. PRESENTATION BY THE CENTRE FOR THE DEMOCRATIC CONTROL OF ARMED FORCES (DCAF)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

5. ADOPTION OF THE CONCLUSIONS FROM THE OPERATIONAL COMMITTEE OF 29 MAY 2018

[REDACTED]

6. APPROVAL OF ACTIONS

DG HOME makes a general intervention describing the political context and expressing its views on the different Actions.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED].

[REDACTED]

DG HOME welcomes the first programme adopted for Ivory Coast that shall built a milestone in a key important issue of setting up a civil registry. The Ivory Coast government approved on October 17 the Standard Operating Procedures on identification procedures and readmission, described by DG HOME as ‘an important milestone of our cooperation’. A technical mission to Ivory Coast by DG HOME is planned in December.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

6.1 NIGER

- *Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger, 7 600 000 EUR (T05-EUTF-SAH-NE-12)*

[REDACTED]

¹ The summary and comments of the Actions are provided in FR.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

- 1. [REDACTED]
- 2. [REDACTED]
- 3. [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

The Action *Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger* (T05-EUTF-SAH-NE-12) is approved.

- Addendum 2 to *Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger*, 10 000 000 EUR (T05-EUTF-SAH-NE-06)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

The second addendum to the Action Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (T05-EUTF-SAH-NE-06) is approved. [REDACTED]

[REDACTED]

6.2 MAURITANIA

- *L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie, 25 000 000 EUR (T05-EUTF-SAH-MR-08)*

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] ime

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

This Action has been submitted for approval by written procedure. All the Members have been invited to send written comments on November 20th. The written procedure was launched on November 23rd (end: 30/11/2018).

6.3 SENEGAL

– *Partenariat Opérationnel Conjoint*, 9 000 000 EUR (T05-EUTF-SAH-SN-10)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
 - [REDACTED]
- [REDACTED]
 - [REDACTED]
- [REDACTED]
 - [REDACTED]
- [REDACTED]
 - [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
[REDACTED]

I [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED].

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

The Action *Partenariat Opérationnel Conjoint* (T05-EUTF-SAH-SN-10) is approved.

6.4 IVORY COAST

- *Contrat de réforme sectorielle / Appui à la réforme de l'état civil en Côte d'Ivoire*, 30 000 000 EUR, **(T05-EUTF-SAH-CI-01)**

Summary/Résumé : La République de Côte d'Ivoire s'est engagée en 2016 dans une réforme de son dispositif d'identification et d'état civil. Cette réforme s'est matérialisée par l'élaboration d'un document de Stratégie nationale de l'état civil et de l'identification en Côte d'Ivoire, qui vise à doter le pays, d'ici 2025, d'un fichier national d'identité biométrique et d'un cadre de référence pour asseoir un système d'état civil fiable, sécurisé et statistiquement utile sur l'ensemble du territoire national.

Aujourd'hui, le système d'état civil n'est pas fiable. Plusieurs faiblesses révèlent l'état des dysfonctionnements du système, tant en matière de déclaration, d'enregistrement des faits d'état civil et de délivrance des actes, qu'en matière de mise à jour, de conservation et de contrôle.

Pour contribuer à remédier à ces lacunes, il est proposé de structurer le programme autour d'un fort appui à la mise en œuvre de la réforme sectorielle du Gouvernement et de se concentrer sur l'amélioration de :

- (i) L'offre et la demande de services d'état civil et
- (ii) La sécurisation du système d'état civil.

La **Commission** souligne que la rédaction de la Fiche est le résultat d'un travail commun de l'AFD et Enabel qui, par la suite, a été adapté à la modalité d'appui budgétaire. La mission planifiée début 2019 permettra d'avancer dans la définition des indicateurs. Les EM et autres donateurs seront associés dans le processus.

Comments/Commentaires: **NL** reconnaît l'importance de cette action tout en réitérant ses hésitations sur l'appui budgétaire et, en particulier, l'appui budgétaire général. Le besoin d'indicateurs claires, spécifiques et mesurables, et la coopération de donateurs pour la mise en place des freins et contrepoids sont des facteurs essentiels pour NL. NL souligne l'importance de la prise en compte des aspects très sensibles liés à la nationalité et les droits de vote en vue des prochaines élections.

FR qualifie ce programme d'important et opportun afin d'améliorer l'identification des étrangers en situation irrégulière et faciliter la mobilité légale. Comme mentionné par NL, des indicateurs précis ainsi que le suivi de l'Action sont clé. La FR exprime sa satisfaction de la mise en œuvre de l'assistance technique de ce programme par CIVIPOL étant donné l'expérience préalable de cette organisation dans la matière.

ECOWAS rappelle qu'il s'agit du premier programme national approuvé pour la Côte d'Ivoire dans le cadre du FFU et souligne sa pertinence à la lumière des priorités adoptées par le Comité stratégique. Le lien entre la gestion des frontières et la sécurisation des documents et la contribution de l'appui budgétaire au renforcement des capacités sont aussi des aspects de l'Action soulignés.

BE souligne la pertinence et le caractère primordial de cette Action. L'intérêt de ce projet dépasse largement la question des migrations et s'attaque à différents problèmes de fonds qui handicapent la bonne gouvernance et contribuent donc in fine à la migration à partir de la Côte d'Ivoire.

S'agissant de la modalité d'aide budgétaire proposée, BE est d'avis que le recours à l'appui budgétaire offre la meilleure garantie de voir la CI s'engager sur le long terme dans la mise en ordre de son état civil.

Concernant le niveau des risques, l'agencement institutionnel de l'intervention, la coordination avec la Banque mondiale et l'opérateur privé du PPP nous semblent insuffisamment expliqués au niveau de la Fiche d'action. BE formule un avis positif sur cette intervention mais demande néanmoins une réflexion plus poussée sur la mitigation des risques et souhaite que des précisions sur les indicateurs (quantitatifs comme les cartes ID produites mais surtout qualitatifs) puissent être retenus comme conditions préalables au déblocage des différentes tranches de l'appui budgétaire. BE recommande également d'assurer un suivi et une évaluation rapprochée des activités.

CI rappelle que l'appui de l'UE à la reconstruction de l'Etat civil a été continu, même lors du recensement électoral de 2010. CI souligne la matérialisation du volet de registre nationale

des personnes physique à travers un PPP et affirme qu'une base biométrique nécessite une bonne identification pour alimenter le registre. Cette Action serait essentielle afin de répondre aux besoins de la population mais aussi pour adresser les questions liées à la migration et à la sécurité. Il est aussi noté que la population africaine étrangère est estimé à 26% de la population totale.

Concernant la modalité de mise en œuvre, il est rappelé que la CI a bénéficié en 2012, après en avoir été privée plus de 10 ans, d'un SBC, puis un contrat de réforme sectoriel. L'appui budgétaire proposé pour approbation est considéré comme le dernier stade de ce processus. Ainsi, CI insiste sur l'habitude des autorités ivoiriennes au dialogue politique dans ce cadre.

The Action *Contrat de réforme sectorielle / Appui à la réforme de l'état civil en Côte d'Ivoire* (T05-EUTF-SAH-CI-01) is approved.

6.5 REGIONAL ACTIONS

- *La voix des jeunes du Sahel - Dialogue entre jeunes et institutions au Sahel (phase II)*, 5 000 000 EUR, (T05-EUTF-SAH-REG-19)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED].

[REDACTED]
[REDACTED]

The Action *La voix des jeunes du Sahel - Dialogue entre jeunes et institutions au Sahel (phase II)* (T05-EUTF-SAH-REG-19) is approved.

- *Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel*, 70 000 000 EUR (T05-EUTF-SAH-REG-18)

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
- [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
- [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

The Action Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (T05-EUTF-SAH-REG-18) is approved.

6.6 CROSS-WINDOW ACTIONS

- Addendum 2 to the Action *Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa*, Budget increase of 6 000 000 **(T05-EUTF-REG-REG-01)**

- Addendum 2 to the Action *Technical Cooperation Facility*, Budget increase of 6 000 000 (T05-EUTF-REG-REG-02)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

The second addendums to the Actions *Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa* (T05-EUTF-REG-REG-01) and *Technical Cooperation Facility* (T05-EUTF-REG-REG-02) are approved.

7. AOB

- **RIDER for project extension - WAPIS T05-EUTF-SAH-REG-03-01**

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

